

# AWL: A propos de la guerre contre Gaza

1. Nous nous opposons à la guerre d'Israël contre Gaza. Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat, le retour des otages et la création d'un programme urgent d'aide humanitaire et civile pour assurer le rétablissement de la vie à Gaza. Les logements, les transports, les hôpitaux et les autres infrastructures doivent être reconstruits pour permettre aux Gazaouis déplacés de rentrer chez eux. Nous dénonçons les attaques du Hamas du 7 octobre et les tirs de roquettes qui ont suivi contre des cibles civiles en Israël.

2. Nous nous opposons à l'assujettissement général et permanent du peuple palestinien par Israël, qui se traduit par l'occupation militaire de la Cisjordanie, le blocus et les sièges de Gaza ainsi que les agressions militaires périodiques contre cette région. Nous sommes opposés aux colonies israéliennes et au régime d'occupation israélien fondé sur les postes de contrôle et la surveillance militarisée.

3. En tant que démocrates cohérents, nous pensons qu'une paix durable en Israël/Palestine n'est possible que sur la base d'un règlement politique garantissant des droits égaux, y compris des droits nationaux égaux, aux Juifs israéliens et aux Arabes palestiniens. A long terme, nous luttons pour une fédération régionale socialiste, dans laquelle les minorités nationales (y compris les Juifs et les Kurdes) bénéficieraient d'une autonomie dans un cadre fédéral. Dans l'immédiat, pour Israël/Palestine, nous défendons la solution de «deux États pour deux peuples». Notre position en faveur de deux États n'est pas motivée par un engagement abstrait en faveur de la partition des territoires concernés ; en général, nous prônons la disparition des frontières existantes plutôt que l'érection de nouvelles frontières, et nous préconisons des politiques et des luttes visant à éroder les divisions nationales. Cependant, nous reconnaissons l'existence de deux communautés nationales distinctes, les Juifs israéliens et les Arabes palestiniens, qui ont toutes deux le droit à l'autodétermination. Aucune n'a le droit d'exercer son droit à l'autodétermination sous une forme qui nie ou supprime le droit à l'autodétermination de l'autre.

4. La création d'un État palestinien véritablement indépendant, aux côtés d'Israël et jouissant des mêmes droits que lui, reste la «prochaine étape» implicite vers la construction de l'égalité. (Un tel État n'aurait rien à voir avec l'ensemble actuel de parcelles semi-autonomes encerclées et dominées par l'armée israélienne, ou toute autre variante vaguement améliorée de ce schéma.) Bien qu'une solution véritablement égalitaire à deux États soit une perspective lointaine, d'autres objectifs progressistes, comme l'avènement immédiat d'un État unitaire démocratique, dans lequel un des deux peuples, ou les deux, aurait volontairement dissous ses revendications nationales distinctes dans une unité postnationale, de tels objectifs sont encore plus éloignés et sans aucun précédent historique. La solution préconisée par certains courants de la gauche, à savoir l'abolition d'Israël par la lutte armée du Hamas, du Hezbollah et d'autres forces, est à la fois lointaine et réactionnaire.

5. Depuis 1967, Israël exerce une occupation coloniale en Cisjordanie, ce qui implique un déplacement et une dépossession continus. Plus loin dans le temps, la formation progressive de la nation juive israélienne et la fondation de l'État ont provoqué le déplacement et l'expulsion des communautés arabes, ce que les Palestiniens appellent la Nakba, au cours de laquelle 750 000 Palestiniens ont été expulsés ou ont fui.

6. Dans les années qui ont suivi la création d'Israël, un nombre similaire de Juifs ont été expulsés des pays arabes, ou en ont fui. La guerre des armées arabes contre Israël en 1948-1949 a été qualifiée par les trotskystes d'Israël/Palestine à l'époque de «*guerre raciale contre les Juifs de Palestine*». Il est possible et nécessaire de reconnaître et de condamner les injustices commises lors de la création d'Israël sans pour autant promouvoir une version sélective de l'histoire.

7. La formation de la nation juive israélienne présente également des caractéristiques qui la distinguent d'autres processus de colonisation, notamment le fait que nombre de ses colons<sup>1</sup> étaient également des réfugiés, qui ne disposaient d'aucune métropole impériale où ils auraient pu «retourner». Un groupe national juif israélien existe, et ce depuis des générations; nous défendons l'égalité des droits pour toutes les nations et des relations démocratiques entre elles ; nous ne sommes pas pour que les «bonnes» nations suppriment les «mauvaises».

8. L'oppression des Palestiniens par Israël a des points communs avec l'apartheid sud-africain, comme c'est le cas de toute relation de pouvoir dans laquelle des personnes se voient refuser des droits en raison de leur origine nationale ou ethnique (par exemple, l'oppression des Ouïghours par les Chinois de l'ethnie han). Mais d'importantes différences rendent trompeuses et contre-productives les comparaisons directes entre Israël et l'Afrique du Sud. Les Sud-Africains blancs représentaient une minorité de 13 % au moment de la chute de l'apartheid. Les travailleurs blancs et les Blancs pauvres représentaient une minorité de la population blanche, et les principaux secteurs industriels, tels que l'exploitation minière, reposaient sur l'exploitation des travailleurs noirs. Les Juifs israéliens forment une population nationale de 7,2 millions d'habitants, entièrement différenciée en fonction des diverses classes sociales (la population palestinienne de Cisjordanie, de Gaza et d'Israël compte environ 6,6 millions d'habitants). Bien que les travailleurs palestiniens en Israël soient confrontés au racisme et à la discrimination ainsi qu'à l'exploitation de classe, le capitalisme israélien repose essentiellement sur l'exploitation de la classe ouvrière juive. Il n'existait aucune base concevable sur laquelle les Sud-Africains blancs auraient pu «s'autodéterminer» sans exploiter le travail de la majorité noire et sans la réprimer de manière générale. De nombreux modèles d'autodétermination juive israélienne ne nécessitent pas la suppression des droits des Palestiniens.

9. Il convient également de noter que la position dominante de la lutte anti-apartheid était que tous les citoyens vivant sur le territoire sud-africain devaient avoir les mêmes droits ; l'ANC ne proposait pas que les colonisateurs et les colons soient expulsés ou tués s'ils refusaient de partir. Certains courants de la gauche opposent l'appel à l'égalité des droits pour tous les habitants d'Israël/Palestine à un règlement prévoyant deux États, comme s'ils étaient incompatibles. En fait, ils se renforcent mutuellement. Dans une situation où il existe des groupes nationaux distincts, l'égalité des droits doit inclure un droit égal à l'autodétermination nationale. Plusieurs groupes nationaux peuvent exercer leur droit à l'autodétermination dans un cadre unitaire, mais pour les raisons évoquées aux points 3 et 4, nous considérons que la création de deux États est une étape plus immédiatement réalisable.

10. Nous nous opposons au Hamas et au Jihad islamique palestinien, et dénonçons leurs attaques contre les civils israéliens. Le fait que le Hamas «résiste à Israël» ne suffit pas à déterminer sa nature ; son programme social et la politique au nom de laquelle il mène sa résistance sont décisifs. Bien que certaines déclarations du Hamas indiquent la volonté d'accepter «deux États», d'autres ont pour objectif immédiat de mener une «guerre permanente», et pour objectif à long terme d'établir un État islamique englobant l'ensemble de la Palestine historique, d'où les «*usurpateurs*» juifs seraient chassés. Cet objectif est réactionnaire, tout comme la politique sociale que le Hamas a menée à Gaza et qu'il poursuivrait plus vigoureusement s'il disposait d'un pouvoir plus large.

11. En outre, des groupes comme le Hamas et le Jihad islamique palestinien, ainsi que le Hezbollah, les Houthis et d'autres forces, sont liés au projet régional-impérialiste de l'Iran. Cela ne signifie pas qu'ils soient seulement des mandataires ou des marionnettes de Téhéran, mais leurs liens politiques et militaires avec l'Iran, ainsi que leurs propres programmes politiques distincts, confèrent à leur résistance militaire contre Israël un caractère politique beaucoup plus large que le simple fait d'être «pour les Palestiniens».

12. Nous soutenons le droit des Palestiniens à résister à l'occupation, les armes à la main si nécessaire. En Cisjordanie, où les Palestiniens sont très directement confrontés à la «lutte armée» des

colons, eux-mêmes défendus par l'armée israélienne, la résistance est souvent une question d'autodéfense élémentaire. Cependant, soutenir le droit à la résistance ne signifie pas soutenir toutes les actions menées au nom de cette «résistance». Les attaques contre les civils israéliens, même si elles sont menées par des courants politiquement moins réactionnaires que le Hamas, ne peuvent faire avancer une politique démocratique. De plus, l'équilibre des forces fait qu'il est presque inconcevable que les Palestiniens puissent conquérir leur libération nationale en s'engageant principalement dans un conflit armé avec l'État israélien.

13. Nous soutenons également le droit des civils israéliens à la sécurité et à la vie. Israël a le droit de prendre des mesures défensives pour empêcher sa population civile d'être attaquée et tuée. Le droit à la légitime défense ne confère pas pour autant le droit d'occuper ou d'assiéger des populations entières. Il n'y a pas non plus de «solution militaire» du côté israélien ; les efforts militaires israéliens pour «détruire le Hamas» ne peuvent réussir, et ils pousseront inévitablement de nouvelles générations à rejoindre le Hamas, notamment les jeunes hommes qui sont touchés par l'horreur de la guerre menée par Israël et qui constatent avec désespoir qu'aucun autre moyen de résistance n'a d'impact.

14. Compte tenu de leurs programmes politiques, de leurs objectifs et de leurs méthodes de guerre, nous ne pouvons soutenir la victoire militaire ni d'Israël ni du Hamas dans le conflit actuel. Aucune des parties ne prône une résolution positive et à long terme du conflit qui pourrait conduire à une solution démocratique. Au contraire, le Hamas et la droite israélienne utilisent l'autre partie pour renforcer leur propre refus d'envisager une telle issue. Tous deux sont des obstacles à la paix et à un règlement démocratique. Le conflit militaire entre Israël et le Hamas, le Hezbollah, les Houthis, etc., n'offre aucun espoir de paix et de sécurité pour les peuples de la région et risque d'entraîner une guerre régionale ou mondiale. Aucune résolution stable et démocratique du conflit ne peut être obtenue par des pressions extérieures : elle nécessite la reconnaissance mutuelle par les Israéliens et les Palestiniens des droits de l'autre partie, y compris la satisfaction du droit intégral à l'existence d'une nation.

15. Les luttes sociales et démocratiques à l'intérieur d'Israël, y compris de la minorité palestinienne d'Israël (20 %), sont un levier important de la politique israélienne. Aucun résultat démocratique ne pourra être atteint sans un bouleversement social significatif à l'intérieur même d'Israël. Nous concentrons donc nos efforts militants sur l'amplification et le soutien direct aux luttes des forces binationales, de gauche, à l'intérieur d'Israël, opposées à la guerre et à l'occupation, en particulier le mouvement Standing Together<sup>2</sup>.

16. Nous continuerons à participer aux manifestations contre la guerre, avec des slogans spécifiques et en exigeant un cessez-le-feu immédiat, afin de promouvoir les perspectives politiques décrites dans ce document. Cela nous amènera inévitablement à entrer en conflit avec d'autres courants dans ces manifestations, notamment les Amis d'Al-Aqsa, la Muslim Association of Britain<sup>3</sup> et le Socialist Workers Party<sup>4</sup>, qui déterminent le contenu de la plupart des pancartes et des slogans dans les manifestations. Ces courants prônent des solutions réactionnaires au conflit, et certains soutiennent explicitement le Hamas et des forces similaires. Notre objectif est d'atteindre le plus grand nombre possible de manifestants qui sont prêts à exprimer une opposition humanitaire instinctive et justifiée face aux méfaits d'Israël. Nous cherchons à créer un profil distinct et visible dans ces manifestations pour des solutions politiques démocratiques et internationalistes. Nous nous opposerons explicitement à l'antisémitisme qui se manifeste parfois à l'intérieur et autour de certaines de ces manifestations.

17. Nous continuerons à promouvoir la solidarité pratique avec les organisations de gauche et de la classe ouvrière en Israël/Palestine, notamment en continuant à participer au réseau britannique des

«Amis de Standing Together». Nous continuerons à donner la parole à des militants des gauches palestiniennes et israéliennes dans notre presse publique.

18. Nous soutenons les mesures gouvernementales, telles que les embargos sur les armes et le retrait de l'aide militaire, visant à faire pression sur Israël pour une désescalade militaire, le gel de l'expansion des colonies et la reconnaissance d'une Palestine indépendante aux côtés d'Israël. Tout en soutenant le retrait de l'aide militaire, nous dénonçons le fait qu'Israël est aujourd'hui un important exportateur d'armes.

19. Nous nous opposons aux appels au boycott d'Israël. Les boycotts culturels et universitaires sont particulièrement nocifs, parce qu'ils empêchent d'établir des liens directs avec des voix dissidentes dans des espaces qui sont souvent des lieux de contestation. Les campagnes de boycott qui visent à cibler des personnes ou des institutions ayant des liens avec Israël, aussi diffus soient-ils, du seul fait de ces liens, ou qui, de manière encore plus nébuleuse, visent les «sionistes», s'inscrivent également dans la logique de l'antisémitisme de gauche. Si ces campagnes prennent de l'ampleur, elles cibleront inévitablement les Juifs hors d'Israël, liés à ce pays par des liens familiaux ou autres. Tout en reconnaissant que beaucoup de militants soutiennent le mouvement BDS en raison de son large soutien au sein de la société civile palestinienne et parce qu'il apparaît comme la forme la plus facilement accessible d'activité de solidarité avec la Palestine, nous cherchons à persuader les militants de chercher plutôt à établir des liens directs, et à organiser la solidarité, avec les forces qui luttent pour l'égalité au sein des sociétés israélienne et palestinienne.

20. Nous soutenons l'éviction du pouvoir de Netanyahu et de ses alliés d'extrême droite. Cependant, sur les points fondamentaux de la relation d'Israël avec les Palestiniens, son remplaçant probable, Benny Gantz, n'en diffère guère que par le ton et le style. Nous nous intéressons surtout aux forces du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière en Israël/Palestine et dans l'ensemble de la région. Les luttes des travailleurs, des femmes et des jeunes en Iran pour renverser la République islamique, par exemple, peuvent ouvrir des possibilités régionales plus larges de changement démocratique. Le fait que la classe ouvrière et le mouvement syndical israéliens soient totalement dominés par des idées national-chauvines rend l'agitation des militants socialistes en leur sein, et notre solidarité avec eux, plus importante, et non moins essentielle. En Palestine, bien que l'occupation et le blocus déterminent de manière significative les conditions de vie, il existe néanmoins une société de classes, avec des patrons et des salariés, des riches et des pauvres. En outre, les travailleurs palestiniens, et la minorité palestinienne en général, à l'intérieur d'Israël ont un rôle potentiellement important à jouer dans la lutte pour un changement progressiste, étant donné leur degré relativement plus élevé de liberté pour s'affirmer politiquement. Nous insistons sur l'unité de la classe ouvrière entre les travailleurs juifs et arabes, dans une lutte commune pour l'égalité, en tant qu'élément clé de tout programme socialiste pour le Moyen-Orient.

**(Alliance for Workers Liberty, Royaume-Uni, 9 septembre 2024)**

---

<sup>1</sup> En français, on traduit les termes *settler* (mot utilisé ici) et *colonizer* par le même mot : «colon» ou un mot dérivé « colonisateur ». Or, aujourd'hui, le terme *settler* désigne plutôt les individus qui créèrent des «colonies de peuplement» en vue d'exterminer, de chasser ou à mettre en situation d'extrême minorité les autochtones, alors que le colonialisme «classique» des colonisateurs occidentaux cherchait principalement à contrôler et exploiter un territoire sans pour autant importer massivement des hommes et des femmes venus de la «métropole». Un universitaire australien (Kenneth Good) publia, en 1976, un article intitulé « Le colonialisme de peuplement : développement économique et formation de classe » dans lequel il soulignait que la Rhodésie, l'Algérie et l'Afrique du Sud connaissaient un système colonial spécifique qui aboutissait à la

---

formation d'un prolétariat autochtone, prolétariat qui serait le fossoyeur de ces « colonies de peuplement » ! Il ne pensait nullement appliquer ce modèle à l'Australie, au Canada, aux Etats-Unis ou à Israël. Ce fut un autre universitaire australien, Patrick Wolfe, un anthropologue qui récupéra ce terme en lui donnant une signification plus large, signification qui fut encore élargie par la suite jusqu'à l'invention des «settler colonialism studies», au XXI<sup>e</sup> siècle. Ce courant universitaire considère que finalement la structure de toute une série de pays est encore marquée par le colonialisme de peuplement, qu'il ait été entamé il y a plusieurs siècles (Etats-Unis) ou plus récemment (Israël/Palestine) ; par conséquent, cette structure quasi éternelle conditionne la réalité actuelle et doit amener les populations majoritaires (d'origine européenne) dans ces pays à réfléchir sur leurs crimes passés et présents. Une telle « théorie » permet à ces universitaires de relire toute l'histoire du colonialisme occidental à la lumière de cette notion, ce qui les amène à parler de «*palestinisation du monde*». Cette idéologie s'est répandue dans les milieux étudiants de gauche et prétend évidemment tout expliquer, comme d'autres idéologies pseudo-radicales (*NdT*).

<sup>2</sup> Cf. les traductions de textes de Standing Together : «Ce que disent et font les Palestiniens et les Israéliens de gauche» <https://nfnf.eu/spip.php?article1109> ; «Des jours de deuil, alors que notre gouvernement bat les tambours de la guerre», <https://nfnf.eu/spip.php?article1074> ; «Qui sommes-nous et que faisons-nous ?» <https://nfnf.eu/spip.php?article1112> ; «Communiqué du 22 novembre 2023» <https://nfnf.eu/spip.php?article1111> (*NdT*).

<sup>3</sup> Cf. «Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain», <https://nfnf.eu/spip.php?article365>

<sup>4</sup> SWP : organisation néotrotskiste créée en 1977, et qui venait à l'origine d'un groupe à l'orientation «luxembourgist» créé dans les années 1950. En choisissant de soutenir la prétendue aile «gauche» du Mouvement des Forces Armées au Portugal, en 1974/1975, puis en décrétant, dans les années 1990, que l'islam était «la religion des pauvres», ce petit parti adopta une politique de plus en plus opportuniste et populiste. Il joua un rôle prépondérant dans l'extrême gauche britannique pendant plusieurs décennies (par exemple contre le National Front puis contre les guerres d'Afghanistan en 2001 et d'Irak en 2003), mais il est désormais sur le déclin, en raison de plusieurs scissions et scandales sexuels internes. Il reste important en raison de sa capacité à mener des campagnes de masse (encore en 2024 contre l'extrême droite raciste), à éditer de nombreuses publications, et à organiser des événements politiques avec des personnalités de gauche renommées, de Corbyn à Varoufakis en passant par Ken Loach, par exemple au cours de leur «Marxism 2024» : depuis des décennies, le SWP réunit chaque année, pendant plusieurs jours, de gens qui discutent politique du matin jusqu'au soir (*NdT*).